

2008/N°16

La guérilla des FARC : du pain béni pour le président Uribe ?

A la tête de la Colombie depuis 2002, le président Uribe, grâce à sa politique dite de « sécurité démocratique », a fait beaucoup pour son pays. En effet, les médias et lui-même aiment à répéter que depuis qu'il est au pouvoir, le taux de chômage a diminué (celui-ci est passé de 17,40 % en 2003 à 11,20 % en 2008)¹, le taux de violence a chuté, le nombre de civils tués a diminué, tout comme d'ailleurs le sentiment d'insécurité. Ainsi, le nombre de kidnapping est passé de 3570 en 2000 à 520 en 2007. En outre, de nombreux otages détenus par les FARC retrouvèrent leur liberté en 2008. (1) Mais en y regardant de plus près, il semblerait que la face cachée de l'iceberg soit moins glorieuse. Depuis six ans qu'il est au pouvoir, le nombre d'assassinats des défenseurs des droits de l'homme et particulièrement des syndicalistes est toujours très élevé. A ce propos, Human Right watch déclarait d'ailleurs en 2007 : « *aujourd'hui, la Colombie présente toujours le taux le plus élevé de violence à l'encontre des syndicalistes.* » (2). Depuis l'investiture de l'actuel président, 400 syndicalistes ont en effet été assassinés.

Simple coïncidence ou crime organisé ?

Lorsqu'il est pointé du doigt par la communauté internationale, le président Uribe fait valoir un argument imparable. A l'instar des Etats-Unis et de nombreuses autres nations, la Colombie mène, elle aussi, une lutte acharnée contre un ennemi prêt à agir à tout instant. Cet ennemi s'appelle « terrorisme ». Ainsi, plutôt que de parler de conflit armé interne, le président colombien qualifie les combats qu'il

1 Cependant, comparée à ses pays limitrophes, la Colombie présente toujours un taux de chômage élevé (Panama- 6,3 %, Venezuela- 8,5 %, Brésil- 8%, Pérou- 8,4%, Equateur - 10,6 %) (10)

mène contre les Forces Armées Révolutionnaires Colombiennes (FARC) de « guerre contre le terrorisme »². (1,2, 3,4)

TOUT EN NUANCE

Tout comme ses prédécesseurs qui menaient, eux aussi, une guerre (contre les narcotrafiquants), Uribe est à la tête d'une nation en état de guerre. Or comme le rappelle Amnesty International dans un rapport rédigé après deux années d'investigation en Colombie, l'état de guerre permet de tout justifier. (1,4) Aussi bien les nombreux « dommages collatéraux »³, que la mort de centaines de syndicalistes... Etrangement, à en croire les déclarations officielles, il y aurait un lien étroit entre l'appartenance au mouvement révolutionnaire et l'appartenance à une organisation syndicale.(2, 3) *« Amnesty International et Human Rights Watch ont (en effet) fait remarquer que le président Álvaro Uribe et de hauts responsables du gouvernement ont souvent lancé des accusations similaires contre ceux qui critiquent ou font barrage à leurs politiques, notamment les organisations de défense des droits humains colombiennes et internationales, mais aussi la Cour suprême colombienne, des syndicalistes et d'éminents journalistes. »* (3) Pas de quoi s'indigner donc quand on lit les chiffres de 2500 syndicalistes tués depuis 1985 (dont 400 depuis l'investiture de M. Uribe en 2002), (5) puisqu'ils sont membres de la guérilla ou ont des liens étroits avec celle-ci et que les guérilleros sont des terroristes. (2, 4)

Mais les 27 candidats assassinés pendant la campagne électorale de 2007 étaient-ils, eux aussi, des terroristes ? Le gouvernement, qui ne se lasse pas de son argument, explique que ces candidats sont des victimes du plus grand mouvement terroriste colombien.⁴ Ceci dit, après enquête de différentes organisations défendant les droits de l'homme, comme Amnesty International et Human Rights

2 Ceci dit, il est intéressant de rappeler que les révolutionnaires colombiens n'ont pas attendus le 11 septembre 2001 pour manifester leur mécontentement. Ils ont entraîné la Colombie dans un conflit armé interne depuis plus de 40 ans maintenant.

3 Depuis 20 ans, plus de 70 000 personnes, majoritairement des civils, ont été tuées dans le conflit. 3 à 4 millions d'individus ont été déplacés de force. On dénombre 15 000 à 30 000 « disparitions » forcées depuis le début du conflit, tandis qu'au cours de ces 10 dernières années, plus de 20 000 personnes ont été prises en otage ou kidnappées. (1)

4 Les FARC.

Watch, il semblerait que des groupes paramilitaires soutenus par l'armée soient responsables de ces morts violentes. (6,7) Allégation difficile à accepter pour le président qui se targue d'avoir réussi à stopper toute activité des paramilitaires ! Autant dire, dès lors, que la manifestation du 6 mars 2008 contre les violations des droits de l'homme perpétrées par les paramilitaires et les forces de sécurité a été vue d'un mauvais œil du côté de la « junte présidentielle ». La preuve en est, l'assassinat, une semaine plus tard, de 6 des organisateurs de la manifestation. Il est également intéressant de noter que ce cortège n'a pas du tout été relayé dans les médias, alors que la manifestation du 28 Novembre 2008 a, quant à elle, retenu toute l'attention de la presse nationale et internationale. Cette dernière était en effet plus acceptable puisqu'elle ne pointait du doigt qu'un seul des protagonistes du conflit colombien : la guérilla. (1)

EN TOUTE IMPUNITÉ

Il semblerait donc, fait remarquer Amnesty International, que pour autant que vous ne soyez pas guérilleros et que vous n'alliez pas à l'encontre des volontés présidentielles, vous puissiez agir en toute impunité. (1) Mais une autre question se pose : qui n'est pas guérillero ? Etant donné qu'il est difficile de distinguer les simples civils des combattants⁵, est considérée comme sympathisante toute personne vivant dans les zones de conflits, peu importe qu'elle défende les droits de l'homme, qu'elle soit syndicaliste, indigène ou autre... En Colombie il y a donc deux camps : si vous ne soutenez pas ouvertement le président, vous êtes contre lui ! (4) Et ceux qui ont choisi de rejoindre les rangs présidentiels sont quasi omnipotents. Quoiqu'ils fassent, ils ne seront pas ou rarement trainés en justice. Quand bien même paraîtraient-ils devant les tribunaux, ils s'en sortiront sans la moindre sanction. Les chiffres que révèlent Human Right Watch sont d'ailleurs assez révélateurs : sur 1528 cas impliquant des agressions à l'encontre des syndicalistes parus devant la justice, seuls 11 ont donné lieu à une sanction. (2) Ceci pousse bien évidemment les victimes à se réfugier dans le silence. (1) Ainsi la boucle est bouclée : il ne se passe rien puisque personne ne

5 Selon le gouvernement Uribe

se plaint. Si le mutisme est de mise à l'intérieur du pays, beaucoup de voix étrangères se sont élevées pour dénoncer la situation de non-droit en Colombie.

Ainsi, bien que taxées d'« être partisan et complice des Guérilleros des Forces Armées révolutionnaires de Colombie » (3), de nombreuses associations qui défendent les droits de l'homme font pression sur le gouvernement colombien. Même la nation qui a peut-être la place la plus importante sur le grand échiquier mondial a fait mine de s'opposer à la politique « uribiste ». Ainsi, en 2007, la chambre des représentants des Etats-Unis avait émis une condition à la signature du traité de libre commerce (TLC) avec la Colombie. Le pays devait en effet prendre des mesures concrètes dans sa lutte contre les groupes paramilitaires et réduire la violence à l'encontre des syndicats. Malheureusement, un an plus tard, rien ne semblait avoir évolué, si ce n'est l'enthousiasme toujours grandissant de Georges W. Bush pour faire ratifier cet accord. (5) Celui-ci, en plus de constituer une aubaine financière pour les Etats-Unis, permettrait également au président Bush d'assurer son ancrage dans la partie sud du continent et aussi de pouvoir rivaliser avec la politique d'Hugo Chavez. (3) Et le président Bush de citer également l'argument des FARC pour justifier son engouement vis-à-vis d'un tel accord... Selon lui, la Colombie aurait besoin de cet accord pour faire face à la guérilla. Le président nord américain et le président colombien se gardent bien évidemment de dire que les Etats-Unis fournissent déjà chaque année à la Colombie des centaines de millions de dollars pour lutter contre les rebelles. (5) Ainsi, malgré les réticences de la Chambre, G. W. Bush a décidé de présenter l'accord au Congrès pour forcer un vote avant son départ en janvier. C'est pourquoi, de nombreux syndicats nord américains ont entamé une campagne afin de convaincre le Congrès de bloquer ce traité de libre commerce. Avec le slogan « *Ne récompensez pas le meurtre. Bloquez le traité colombien de libre commerce* » (8), ils espèrent faire comprendre que cet accord « *accélère le processus de mise sous tutelle de la Colombie en aggravant du même coup la crise sociale. Face aux multinationales hyper-subsventionnées de l'agroalimentaire, les petits agriculteurs colombiens risquent de ne pas peser lourd. Pour certains économistes, les secteurs traditionnels comme la culture de maïs, qui assure la sécurité alimentaire de la*

majorité des Colombiens, seront rudement touchés. Selon plusieurs études, un million d'hectares cultivés pourraient disparaître face à la concurrence du maïs états-unien, désormais exempt de droits de douanes. De même, « 250 000 emplois sont menacés dans la filière avicole » (...). Et le TLC risque fort d'accélérer les privatisations, notamment des ressources aquifères. Mais les intérêts des Etats-Unis en Colombie sont aussi d'ordre stratégique. Le TLC apparaît comme un élément de relance du projet de zone de libre échange des Amériques, du Canada à la Terre de feu, aujourd'hui à l'arrêt faute de candidats à l'adhésion, mais qui constitue le « grand œuvre » économico-commercial de George Bush. D'autre part, la Colombie, de par sa position géographique, surplombe en quelque sorte un continent un peu trop rétif. Et Washington entend bien disposer d'une base pour une force d'intervention rapide susceptible de « mettre de l'ordre » dans toute la région et de protéger ses investissements, notamment dans le domaine des hydrocarbures. » (9) En outre, en acceptant un tel accord, Uribe montre, une fois de plus, qu'il est prêt à sacrifier l'intérêt de son peuple, qui y perdra plus que ses plumes, au profit de son intérêt personnel. Cela montre également qu'il n'a que faire des probables montées de violence qui vont très certainement faire surface. Les paramilitaires n'hésiteront pas, en effet, à s'approprier de gré ou de force les meilleures terres du pays pour y semer des cultures, elles aussi destinées à l'exportation.

CONCLUSION

La Colombie dans une impasse à jamais ? Une chose est sûre : tant que le gouvernement colombien et les autres acteurs concernés continueront à faire preuve d'un égoïsme certain et d'un manque de volonté politique, le pays ne pourra que s'enliser dans la violence et s'enfoncer un peu plus encore dans la pauvreté et l'injustice. Mais si le président est le principal responsable de cette situation catastrophique, il n'est en pas le seul. La communauté internationale a aussi sa part de responsabilité. Elle devrait, en effet, refuser d'envisager toute transaction avec le gouvernement Uribe tant qu'il ne respecte pas les fondements démocratiques et les droits de l'homme. Mais au lieu de cela, la communauté internationale et

les médias font la politique de l'autruche en feignant d'oublier la situation de non droit qui règne dans le pays ou en acceptant de traiter avec celui-ci...

Une petite lueur d'espoir se laisse peut-être entrevoir avec l'élection de Barak Obama. Tout dépend de ce que ce dernier veut dire lorsqu'il déclare qu'il veillera avant tout à défendre les intérêts des Etats-Unis. Va-t-il décider de contribuer au développement de la démocratie dans le dernier bastion de l'Amérique du Sud qui reste inconditionnellement fidèle aux Etats-Unis ou va-t-il, au contraire, poursuivre cette politique aveugle qui ne consiste qu'à renforcer la puissance nord-américaine au détriment de la Colombie et de sa population ?

RÉFÉRENCES

1. Amnesty International. « *Leave us in peace! Targeting civilians in Colombia's international armed conflict* » (en ligne). c2008 (consulté le 10/12/08). Disponible sur : www.amnesty.org
2. Human Rights Watch. « *Congressional Testimony on Violence against Trade Unionists and Human Rights in Colombia* » (en ligne). c2007 (consulté le 11/12/08). Disponible sur : <http://www.hrw.org/en/news/2007/06/27/congressional-testimony-violence-against-trade-unionists-and-human-rights-colombia>
3. Amnesty Belgique. « *Colombie. Les autorités doivent cesser de porter de fausses accusations contre les organisations de défense des droits humains et remédier aux atteintes signalées* » (en ligne). c2008 (consulté le 11/12/08). Disponible sur : http://www.amnestyinternational.be/doc/IMG/article_PDF/article13781.pdf
4. Countercurrents. « *Colombia : who is committing the abuses?* » (en ligne). c2004 (consulté le 3/12/08). Disponible sur : <http://www.countercurrents.org/colombia-brittain081104.htm>
5. Human Rights Watch. « *Bogota Fails to Tackle Anti-Union Violence and Impunity* » (en ligne). c2008. (consulté le 9/12/08). Dis-

- ponible sur : <http://www.hrw.org/en/news/2008/04/06/us-reject-colombia-free-trade-deal?print>
6. Amnesty Belgique. « *Elections en Colombie. On ne peut pas laisser les candidats se faire tuer* » (en ligne). c2007 (consulté le 1/12/08). Disponible sur : <http://www.amnestyinternational.be/doc>
 7. Amnesty Belgique. « *Colombie- La campagne électorale ne doit pas se transformer en campagne d'intimidation* » (en ligne). c2007. (consulté le 1/12/08). Disponible sur : <http://www.amnestyinternational.be/doc>
 8. Afl.cio. « *AFL-CIO urges Congress to stop the colombia Free Trade Agreement* »(en ligne). c2008. (consulté le 26/11/08). Disponible sur : <http://blog.aflcio.org/2008/04/08/afl-cio-urges-congress-to-stop-the-colombia-free-trade-agreement/>
 9. Association Culturelle Joseph Jacquemotte. « *Après la réélection d'Uribe, guerre au finish en Colombie ?* » (en ligne). c2006 (consulté le 14/12/08). Disponible sur : <http://www.acjj.be/034colombie06.pdf>
 10. Statistiques Mondiales. C2008 (consulté le 26/11/2008). Disponible sur : <http://www.statistiques-mondiales.com>